

## APRÈS LES DÉCLARATIONS DU MINISTRE DE LA DÉFENSE TUNISIEN

## L'attitude gênée de Tunis

**La déclaration prêtée au ministre tunisien de la Défense, M. Horchani, qu'il a accordée au journal Ach-Chark al Awsat et selon laquelle le terrorisme qui frappe la Tunisie venait de la Libye et de l'Algérie, a été occultée, officiellement, en Tunisie. Le public n'en a été informé que par l'intermédiaire des réseaux sociaux, certaines radios ou chaînes privées ou, enfin, à travers la réaction de certains journaux algériens dont celle du quotidien (algérien) Ennahar publiée par le site Babnet.**

De Tunis, Kattou Mohamed

Contacté par le correspondant de notre journal à Tunis, le service de presse du ministère de la Défense a évité de commenter l'information se limitant à affirmer qu'il n'en a eu connaissance qu'à travers la presse algérienne. Cependant, si la déclaration du ministre au journal *Ach-Chark al Awsat* était avérée, serait-elle une position personnelle ou traduirait-elle une position du gouvernement ? Ainsi posée, cette question n'a obtenu aucune réponse claire.

Sollicité de donner son avis, le directeur exécutif de Nidaa Tounès nous a fixé rendez-vous pour s'inscrire, plus tard, à son tour, aux abonnés absents.

Cette réticence prouve la véracité

des faits et s'explique par le fait que le ministère de la Défense se trouve dans de mauvais draps, selon le célèbre chroniqueur d'une radio privée, Soufiène Ben Farhat. Celui-ci a souligné qu'il s'agissait d'une déclaration à «l'emporte-pièce» qui n'aurait pas dû être faite. Revenant sur le sujet, le rédacteur en chef de *Radio-Mosaïque* a tourné en dérision le ministre de la Défense qui, a-t-il dit, doit apprendre «à faire la politique».

De son côté, le porte-parole du parti islamiste Annaahda, Oussama Sghayer —invité par notre journal à réagir à cette déclaration — a indiqué que, quelles que soient les circonstances et quels que soient les faits, les relations de son parti avec l'Algérie sont toujours «excellentes» et qu'elles ne sont pas «objet de sur-



M. Horchani, ministre tunisien de la Défense.

Photo : DR

enchères», étant fondées sur le caractère «commun des intérêts».

Aussi, s'évertue-t-on, au sein de ce parti, (principal partenaire du parti majoritaire, Nidaa Tounès) à «saisir toutes les occasions pour renforcer les relations tuniso-algériennes», a-t-il ajouté.

Pour Zyed Lakhdhari, dirigeant de la gauche, «les Algériens sont nos frères» avec lesquels nous sommes engagés dans un même combat contre le terrorisme. Et d'ajouter : «Celui qui cherche à semer la discor-

de entre nous commet un crime contre les deux peuples.»

Cependant, les observateurs estiment que l'absence de réactions et les réponses évasives sont imputables au caractère «sensible» des relations tuniso-algériennes. Les deux pays, condamnés à collaborer étroitement pour venir à bout de l'hydre terroriste qui les menace, sont tenus d'éviter toute déclaration ou toute action qui porteraient atteinte à leurs relations qui — sur le plan officiel du moins — sont «excellentes»,

comme ne cessent de le répéter tous les responsables des deux côtés.

Cependant, la déclaration du ministre de la Défense jette, sans doute, dans l'embarras tout le gouvernement dont le mutisme est condamnable pour une bonne partie de la société civile.

Par ailleurs, le ministre des Affaires étrangères, Tayeb Baccouche, a affirmé, dimanche, qu'il n'y a pas et qu'il n'y aura pas de bases étrangères sur le territoire tunisien pour lutter contre les foyers du terrorisme en Libye, soulignant que le terrorisme reste un phénomène international qui, pour le cas de la Tunisie, implique une collaboration étroite avec l'Algérie et l'Égypte considérées comme partenaires «importants» dans la lutte contre ce phénomène et contre l'extrémisme religieux. Il a ajouté que la nature de la collaboration avec la coalition formée pour lutter contre le terrorisme en Libye se limite au secteur des renseignements, comme l'avait dit le chef du gouvernement, Habib Essid en annonçant l'adhésion de la Tunisie à cette coalition.

K. M.

## À L'ISSUE DE SON SOMMET AVANT-HIER

## L'opposition craint une «dictature liée à un capitalisme sauvage»

**L'opposition, celle regroupée au sein de la Coordination nationale pour les libertés et la transition démocratique (CNLTD), dit craindre que le pays n'aille droit vers une dictature liée à un «capitalisme sauvage, car sans foi ni loi» et où «le rôle de l'ANP se retrouve réduit».**

M. Kebci - Alger (Le Soir) - Les membres de cette instance qui se sont retrouvés, dimanche dernier,

dans un conclave au siège du MSP, ne dissimulent point leurs appréhensions quant à cette dangereuse pers-

pective. A l'issue d'un large tour de table autour de la situation générale du pays à la lumière des derniers développements enregistrés, ayant regroupé les présidents du RCD, du MSP, du FJD, de Jil Jadid, le secrétaire général du Mouvement Nahda et l'ancien chef de gouvernement, Ahmed Benbitour, il a été établi un constat selon lequel il y a «accaparement des centres de décisions poli-

tiques et de souveraineté nationale par les milieux des affaires».

Son inévitable corollaire, la réduction du rôle de «l'institution militaire et son affaiblissement au profit de l'argent douteux». Selon Soufiène Djillali, président de Jil Jadid, «autant les équilibres à l'intérieur du régime sont maintenus autant il y a maintien des cercles politico-financiers qui ont pris le dessus», relevant que «le régi-

me refuse toute évolution consensuelle et mène le pays inévitablement vers «une crise sociale et économique d'ici à deux ans au maximum. Et d'ici là, il aura vidé les caisses et aura abandonné le pays dans le chaos».

Aussi, les membres de la CNLTD regrettent que le pouvoir «s'enfonce dans sa crise, en dépit des grandes mutations qui ont été opérées en son sein», estimant que «le refus du pouvoir de consentir à une instance indépendante de surveillance des élections est la preuve éclatante que le pouvoir s'obstine à continuer sur la voie de l'hégémonie et de l'unilatéralisme et à redessiner la carte politique à sa guise», comme le soulignera le président du MSP.

Et à Abderezzak Mokri de regretter que le pouvoir «n'a aucune disponibilité à accepter une transition démocratique négociée permettant aux Algériens de sauver leur pays des tensions sociales induites par les revers économiques, qui sont le résultat de l'échec et de la corruption du système politique».

D'où le «plus grand devoir patriotique» dont les membres de la CNLTD se disent animés pour, selon eux, «se tenir prêts à protéger l'Algérie et les Algériens» dont il s'agit de se rapprocher davantage et d'intensifier la sensibilisation générale, en exploitant tous les moyens disponibles», que ce soit «collectivement ou au niveau de chaque parti».

Dans ce sens, un autre programme d'actions sous forme de rencontres de proximité, de meetings a été arrêté et sera prochainement rendu public. A noter que l'Instance de concertation et de suivi de l'opposition (Icso), qui regroupe, outre les membres de la CNLTD, ceux du Pôle des forces du changement (PFC), qui devait initialement tenir un sommet au siège du FJD au début du mois courant, se réunira finalement chez le MSP.

M. K.

M. K.

## ALI BENFLIS, PRÉSIDENT DU PARTI DES AVANT-GARDES DES LIBERTÉS :

## «Le pouvoir est saisi de panique»

**Le président du parti des Avant-Gardes des libertés estime que le pouvoir est saisi de panique, se raidit, perd son sang-froid et est dans le désarroi.**

Une «conséquence», selon Ali Benflis qui s'exprimait hier, à l'occasion de l'installation du secrétariat national de Talaie El Hourriyet chargé de la prospective, des études et de la formation, «une structure forte de 41 personnes et qui parachève ainsi la structuration des instances centrales de notre parti, de la crise de régime» et dont la vacance du pouvoir constitue, selon lui, le «point nodal».

Cette vacance du pouvoir prive le pays du chef et du centre de décision unique dont il a besoin en ces temps de multiplication des enjeux et des défis, mettant ainsi les institutions et l'administration publique en situation de quasi-cessation d'activités avec un vide que des «forces extra-constitutionnelles s'empressent de combler en s'emparant du même coup du centre de la décision nationale qu'elles s'emploient à mettre au service d'intérêts particuliers au détriment de l'intérêt général et de l'inté-

rêt national lui-même». Et cette même vacance du pouvoir a engendré l'amorce d'une «véritable épuration politique pour crimes de non-allégeance».

Ce qui est symptomatique, considère-t-il, «d'un pouvoir politique sûr de lui-même, confiant en ses capacités et n'ayant rien à craindre quant à ses choix et à ses décisions, un pouvoir saisi de panique, un pouvoir qui se raidit, un pouvoir qui perd son sang-froid et un pouvoir dans le désarroi».

Aussi, Benflis considère que cette vacance du pouvoir a des coûts exorbitants pour le pays tout entier, des coûts qui vont en s'élevant et que tous les retards qui s'accumulent destinent à être plus lourds encore. Et de s'en remettre au dernier communiqué de la présidence de la République au sujet des changements opérés dans les structures de l'armée et de la sécurité qui, selon lui, «a suscité plus d'étonnement qu'il n'a apaisé les préoccupations et a soulevé plus de questionnements nouveaux qu'il n'a apporté de réponses persuasives aux questions initiales».

Car, poursuit-il, «s'obstiner à vouloir faire passer les changements intervenus dans le haut commande-

ment de l'ANP pour une restructuration alors que tout le monde a pu constater qu'il ne s'agissait que d'un transfert de prérogatives d'un commandement à un autre, relève d'un leurre politique dont personne n'est dupe».

Et de préciser que «présenter ces changements comme s'inscrivant dans le cadre de réformes politiques plus vastes participe d'une véritable entreprise de mystification tant chacun sait que l'obsession du régime politique, en ces moments, n'est pas dans le changement mais dans la survie et qu'il n'a pas l'esprit aux réformes mais à la préservation du statu quo à tout prix».

Ceci avant d'estimer que «soutenir contre toutes les évidences que ces changements vont dans le sens de la consécration de l'Etat de droit est un outrage à l'intelligence de la part d'un pouvoir lui-même vacant et illégitime».

Benflis évoquera tout de suite après un autre communiqué, celui du ministère de la Défense : «Le jour suivant, ajoutera-t-il, un autre communiqué mettait en garde contre les ennemis de l'Algérie à l'intérieur comme à l'extérieur de nos frontières. Toutes les autocraties sont

atteintes de paranoïa ; et les autocraties finissantes voient des ennemis partout alors même qu'elles représentent elles-mêmes le péril le plus sérieux pour leurs Etats et leurs sociétés qu'elles empêchent par tous les moyens de prendre le chemin des changements et des réformes indispensables».

Si des ennemis de l'Algérie existent à l'intérieur et à l'extérieur du pays, notre peuple a le droit de connaître leurs identités. Qu'on les lui fasse connaître à haute et intelligible voix pour le mobiliser et le préparer à leur faire face.» Avant d'enchaîner : «Autrement, ce genre de mises en garde ne seront jamais prises pour ce qu'elles sont : de vains instruments d'une entreprise de diversion et d'intimidation.

Ceux qui croient pouvoir encore procéder par la menace, le chantage et la peur se trompent lourdement. Notre peuple sait tout du régime politique en place et toutes les mises en garde du monde ne le feront pas renoncer à son aspiration légitime au changement et au renouveau d'un système dépassé autant par les mutations nationales que par la marche du monde.»